

# EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

## ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

**Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.**

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

### 1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Révision du plan local d'urbanisme	<a href="#">Saint laurent de Chamousset</a>

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	13/06/2019
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	<a href="#">Printemps 2022</a>

### 2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	<a href="#">Commune de SAINT LAURENT DE CHAMOUSSET</a>
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	<a href="#">Maire de Saint-Laurent-de-Chamousset</a> <a href="#">Rue de Lyon</a> <a href="#">69 690 Saint-Laurent-de-Chamousset</a>
<b>NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	

### 3. Caractéristiques générales de votre projet

#### 3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

<u>OUI</u>	NON	SCoT des Monts du Lyonnais
------------	-----	----------------------------

#### 3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

	NON	RNU suite à caducité du POS
--	-----	-----------------------------

#### 3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	1817 population municipale en 2018 selon INSEE 2021
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	17 km <sup>2</sup>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	La totalité de la commune
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. <b>Annexe à joindre</b> : document graphique du plan en vigueur ou du projet	Non RNU

#### 3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

**Annexe à joindre** : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

Les grandes orientations du PADD sont les suivantes :

- Conforter la ville centre
- Conforter le pôle d'équipement de Chirat
- Diversifier l'offre en logements
- Au niveau économique, la commune de Saint Laurent de Chamousset s'inscrit dans la politique supra communale et souhaite maintenir des pôles d'emploi de proximité en proportion avec son développement démographique. Le secteur de la ZAE de la croix Grande borne est fléché pour assurer ce développement
- Sur le plan de la mobilité, le développement est resserré sur le bourg et la commune envisage d'aménager différents cheminements pour favoriser les modes actifs
- Sur le plan du paysage et des patrimoines, le projet communal recherche une valorisation des qualité paysagères existantes et la préservation des spécificités de son patrimoine (fermes des monts du Lyonnais, cohérence bâtie du centre bourg...)
- La commune est caractérisée par la présence de nombreux milieux naturels d'intérêt avec en particulier des zones humides. Le projet communal prévoit de les préserver.

Pour le détail se reporter au PADD joint.

#### 3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

**Annexe à joindre** : délibération engageant la procédure



Concernant l'habitat, la révision du PLU a pour objectif de :

- S'inscrire dans les solidarités territoriales en diversifiant l'offre en logements pour permettre de maintenir sur la commune une mixité sociale, générationnelle en particulier par l'accueil de jeunes ménages et par l'accompagnement des besoins liés au vieillissement. Ainsi une diversification des typologies de logements est recherchée afin de faciliter les parcours résidentiels.
- Adapter la dynamique de construction pour répondre aux besoins des ménages et augmenter le parc de logements tout en tenant compte des contraintes liées aux risques, aux sensibilités paysagères, et naturelles et aux capacités de la commune à accompagner le développement en termes d'équipements, réseaux, voiries etc.
- Dimensionner l'ensemble des zones d'urbanisation pour ces besoins et prévoir selon les secteurs, leur densification en fonction la capacité des sites à recevoir cette densification, selon plusieurs critères dont les principaux sont :
  - Leur localisation vis à vis des équipements et des services,
  - des capacités des infrastructures et réseaux publics,
  - Les sensibilités environnementales (milieu naturel et paysage) et activités en place (agriculture...).

Les secteurs prioritaires de développement (non exclusifs à termes d'autres secteurs) sont actuellement principalement axés autour du pôle d'équipements de Chirat.

- Répondre aux besoins en matière d'équilibre de l'habitat en favorisant une offre diversifiée de logements à la fois dans ses formes (collectif, intermédiaire, individuel) et dans ses statuts d'occupation (accession, location).
- Faciliter la reconquête du parc ancien en particulier dans le centre historique. Cette reconquête doit s'inscrire dans une qualité résidentielle. Pour cela il pourra être mis en œuvre des opérations de renouvellement urbain (démolition/reconstruction) d'îlots de façon à produire des logements neufs de qualité et d'impulser une nouvelle dynamique.

Concernant l'économie du territoire, la révision du PLU a pour objectifs de :

- Promouvoir un dynamisme et une diversité économique, source de richesses et d'emplois, en équilibre avec le développement démographique. Saint Laurent de Chamousset étant un bourg centre à l'échelle du SCOT des Monts du Lyonnais, elle doit pouvoir poursuivre le développement de l'emploi local contribuant à la maîtrise des déplacements pendulaires vers d'autres pôles d'emplois (agglomération lyonnaise et stéphanoise).
- Favoriser l'évolution et la diversification des sites d'accueil économiques. Les ZAE existantes sont des secteurs privilégiés pour favoriser ce développement par extension, densification renouvellement. L'extension de la ZAE de la Croix Grand Borne sera réalisée prioritairement par rapport à celle de Grange Thival, les enjeux écologiques étant plus faible sur ce site.
- Les entreprises présentes sur la commune hors zone d'activités devront aussi pouvoir trouver sur le territoire communal, les possibilités d'évoluer,
- Maintenir et renforcer l'attractivité et le dynamisme des différents pôles de commerces et de services présents sur le territoire communal et plus particulièrement celui du centre. La centralité commerciale est une priorité, les linéaires commerçants sont à préserver et à valoriser.
- Favoriser le développement touristique en facilitant le développement des activités touristiques de toute nature.
- Veiller à la préservation de l'activité agricole sur le territoire communal : cette activité constitue une richesse économique. Il s'agit de créer des conditions favorables au maintien de ses capacités de production.

Concernant le cadre de vie, la révision du PLU a pour objectifs de :

- Poursuivre les opérations de valorisation de l'espace urbain notamment :
  - Par la valorisation du centre-ville dans toutes ses fonctions (commerces, services, équipements, activités de proximité, habitat, espaces publics...). La commune a étudié dans le cadre de l'étude « Horizon 2025 » différentes possibilités de réaménagement du centre (circulations, espaces publics ...). Les orientations découlant de cette étude seront à traduire dans le PLU quand elles entrent dans son champ réglementaire.

**3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?**

- En facilitant l'implantation de nouveaux équipements sur le territoire communal. Les premiers besoins pressentis non exclusifs d'autres équipements concernent la réhabilitation de l'hôpital et de sa possible extension, ainsi que de l'accueil d'un lycée.
  - En facilitant aussi les évolutions (extensions, restructurations de l'ensemble des équipements existants).
- Veiller au maintien des qualités paysagères des quartiers constitués en évitant une sur-densification des quartiers pavillonnaires présentant une cohérence paysagère ;
  - Préserver l'écrin verdoyant de la ville : en particulier certaines haies et espaces arborés
  - Dans ce même objectif les urbanisations diffuses ne sont pas amenées à se renforcer.

Concernant l'environnement, la révision du PLU a pour objectif de :

- Préciser et prendre en compte les continuités écologiques, notamment celles identifiées dans le cadre du SCOT des Monts du Lyonnais.
- Mettre à jour et hiérarchiser les protections relatives aux boisements en lien avec les enjeux de préservation de la trame verte.
- Prendre en compte les problématiques énergétiques, les nuisances (bruit etc.) et les risques. En particulier, la commune est concernée par le PPRI « Brévenne-Turdine », le PLU recherchera une maîtrise de l'imperméabilisation par l'urbanisation.

**3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?**

	<u>NON</u>	<i>Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)</i> <u>NON</u>
--	------------	--

**3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?**

	oui	<u>non</u>	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		<u>Non</u>	
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		<u>Non</u>	

**3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...**

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270</a>	<u>Oui</u>		<u>Concerné</u>
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »</a>		<u>Non</u>	<u>Non concerné</u>
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? <a href="http://www.gesteau.eaufrance.fr/">http://www.gesteau.eaufrance.fr/</a>	<u>Oui</u>		<u>SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027</u> <u>SAGE Loire en Rhône Alpes couvrant d'Ouest du territoire.</u>
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	<u>Oui</u>		<u>Communauté de communes des Monts du Lyonnais</u>



**3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?**

**Annexe(s) à joindre :** Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone

Non concerné

# Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

<b>4.1 Présentation de votre projet</b>																																																	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	Le SCOT identifie Saint Laurent-de-Chamousset comme un bourg centre																																																
<b>4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :</b>																																																	
<p>Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?</p> <p><a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a></p>	<p>D'après l'INSEE (chiffres publiés en 2021), la commune perd des habitants</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1968 à 1975</th> <th>1975 à 1982</th> <th>1982 à 1990</th> <th>1990 à 1999</th> <th>1999 à 2008</th> <th>2008 à 2013</th> <th>2013 à 2018</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Variation annuelle moyenne de la population en %</td> <td>0,5</td> <td>0,5</td> <td>1,3</td> <td>1,0</td> <td>0,9</td> <td>0,9</td> <td>-1,2</td> </tr> <tr> <td>due au solde naturel en %</td> <td>0,2</td> <td>-0,1</td> <td>0,4</td> <td>0,3</td> <td>-0,3</td> <td>-0,6</td> <td>-0,6</td> </tr> <tr> <td>due au solde apparent des entrées sorties en %</td> <td>0,3</td> <td>0,7</td> <td>0,9</td> <td>0,7</td> <td>1,2</td> <td>1,5</td> <td>-0,6</td> </tr> <tr> <td>Taux de natalité (‰)</td> <td>16,0</td> <td>13,8</td> <td>15,6</td> <td>14,6</td> <td>10,1</td> <td>9,5</td> <td>9,6</td> </tr> <tr> <td>Taux de mortalité (‰)</td> <td>14,2</td> <td>15,3</td> <td>12,1</td> <td>11,3</td> <td>13,2</td> <td>15,5</td> <td>15,4</td> </tr> </tbody> </table>		1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2018	Variation annuelle moyenne de la population en %	0,5	0,5	1,3	1,0	0,9	0,9	-1,2	due au solde naturel en %	0,2	-0,1	0,4	0,3	-0,3	-0,6	-0,6	due au solde apparent des entrées sorties en %	0,3	0,7	0,9	0,7	1,2	1,5	-0,6	Taux de natalité (‰)	16,0	13,8	15,6	14,6	10,1	9,5	9,6	Taux de mortalité (‰)	14,2	15,3	12,1	11,3	13,2	15,5	15,4
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2018																																										
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,5	0,5	1,3	1,0	0,9	0,9	-1,2																																										
due au solde naturel en %	0,2	-0,1	0,4	0,3	-0,3	-0,6	-0,6																																										
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,3	0,7	0,9	0,7	1,2	1,5	-0,6																																										
Taux de natalité (‰)	16,0	13,8	15,6	14,6	10,1	9,5	9,6																																										
Taux de mortalité (‰)	14,2	15,3	12,1	11,3	13,2	15,5	15,4																																										
<p>Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?</p>	<p>Préciser ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune</p> <p>La commune souhaite renforcer son développement démographique et s'appuie sur les données du SCOT soit une construction d'environ 16 logts/an soit potentiellement 16 ménages par an</p>																																																
Combien de logements vacants avez-vous sur votre commune (s) ?	<p>9% selon l'INSEE en 2018, essentiellement dans le centre ancien</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1968(*)</th> <th>1975(*)</th> <th>1982</th> <th>1990</th> <th>1999</th> <th>2008</th> <th>2013</th> <th>2018</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ensemble</td> <td>463</td> <td>520</td> <td>586</td> <td>664</td> <td>711</td> <td>808</td> <td>842</td> <td>894</td> </tr> <tr> <td>Résidences principales</td> <td>379</td> <td>387</td> <td>449</td> <td>549</td> <td>628</td> <td>710</td> <td>757</td> <td>783</td> </tr> <tr> <td>Résidences secondaires et logements occasionnels</td> <td>57</td> <td>73</td> <td>73</td> <td>59</td> <td>50</td> <td>34</td> <td>34</td> <td>30</td> </tr> <tr> <td>Logements vacants</td> <td>27</td> <td>60</td> <td>64</td> <td>56</td> <td>33</td> <td>64</td> <td>51</td> <td>81</td> </tr> </tbody> </table>		1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2018	Ensemble	463	520	586	664	711	808	842	894	Résidences principales	379	387	449	549	628	710	757	783	Résidences secondaires et logements occasionnels	57	73	73	59	50	34	34	30	Logements vacants	27	60	64	56	33	64	51	81			
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2018																																									
Ensemble	463	520	586	664	711	808	842	894																																									
Résidences principales	379	387	449	549	628	710	757	783																																									
Résidences secondaires et logements occasionnels	57	73	73	59	50	34	34	30																																									
Logements vacants	27	60	64	56	33	64	51	81																																									
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	0%. En effet il n'est pas autorisé dans les PLU de prendre en compte cette dynamique qui pourtant est bien présente sur le territoire communal.																																																
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	<p>Environ 3.25 ha pour les zones AU d'habitat. Réparties entre 3 zones AU :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Croix blanche : 1.4 ha 18 logts</li> <li>La Madone : 1.01 ha : 53 logts</li> <li>Montchourier : 0.84 ha : 10 logts</li> </ul>																																																
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	<p>Non concerné. Le PLU ne raisonne pas en surface par logement, Le raisonnement se base :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sur les formes urbaines, leur intégration dans les sites</li> <li>Les typologies de logements (Intermédiaires, collectifs) permettant de répondre aux besoins non satisfaits</li> <li>Sur les capacités des sites et les capacités de la collectivité à accompagner le développement et la densité (en termes d'équipements, de réseaux, d'accès...)</li> </ul> <p>Mais globalement le développement des zones AU permet une densité de 25 logts/ha</p>																																																

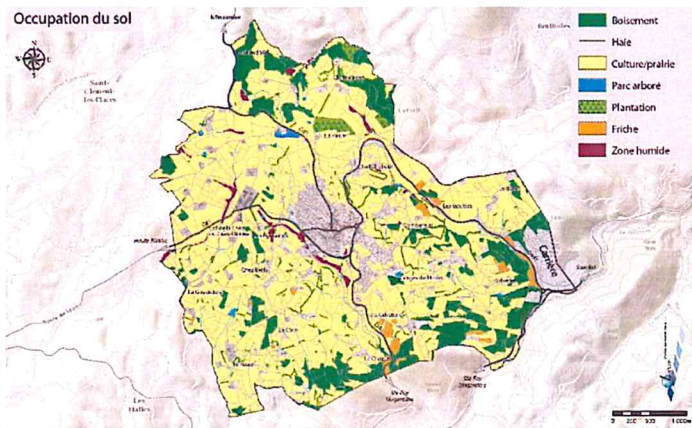


<p>Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ?</p> <p>Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre</p> <p>Le développement résidentiel sera réalisé à travers les zones AU encadrées par les OAP et par division foncière</p> <p>Dans les secteurs d'OAP une diversité de l'habitat est recherchée : habitat individuel, intermédiaire</p> <p>Les surfaces des différentes zones du PLU sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone agricole : 1350 ha</li> <li>- Zone naturelle : 268 ha</li> <li>- Zone urbaine : 96,5 ha</li> <li>- Zone à urbaniser : 16 ha</li> </ul>	
<p><b>4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :</b></p>	
<p>Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?</p>	<p>Oui Cette zone est fléchée dans le SCOT, les terrains sont propriétés de la communauté de communes qui doit les aménager.</p>
<p>Quelle est la surface des zones d'activités prévues ?</p> <p>S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?</p>	<p>La surface de la zone d'activités prévue est de l'ordre de 4 hectares. Ce secteur était en zone 1AU dans le précédent PLU.</p>
<p>S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	<p>Oui dans la continuité de la zone AU<sub>i</sub> prévue par le PLU ainsi qu'à La Grange Thival</p>
<p>S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	<p>Les ZAE de la commune sont pleines, sans disponibilité pour un nouvel accueil.</p>
<p>Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ?</p> <p>Indiquez lequel et comment il s'applique ?</p>	<p>Oui s'agissant d'une opération avec maîtrise de l'agglomération, pour des raisons d'économie de projet, l'aménagement nécessite une opération d'ensemble.</p>
<p>Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)</p>	
<p>Le projet d'aménagement est en cours d'étude opérationnelle par la communauté de communes .</p>	

<p><b>4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers</b></p>											
<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	<p>Oui</p>										
<p>Des espaces agricoles ?</p>	<p>Oui</p>		<p>Un territoire agricole est tourné vers l'élevage bovin. Les espaces de fonctionnalité agricoles et l'intégralité des sièges d'exploitation feront l'objet d'un classement en zone « agricole » dans le cadre du PLU.</p> <div style="text-align: center;"> <table border="1"> <caption>Surface Agricole Utile (en ha)</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Surface Agricole Utile (en ha)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1988</td> <td>1264</td> </tr> <tr> <td>2000</td> <td>1242</td> </tr> <tr> <td>2010</td> <td>1151</td> </tr> </tbody> </table> </div> <div style="text-align: center;"> <p>Agriculture</p> <p>■ Siège et bâtiment d'exploitation</p> <p>■ Bâtiment</p> </div>	Année	Surface Agricole Utile (en ha)	1988	1264	2000	1242	2010	1151
Année	Surface Agricole Utile (en ha)										
1988	1264										
2000	1242										
2010	1151										



#### 4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Des espaces boisés ?	oui		<p>La commune est concernée par quelques boisements, mais la majorité du territoire est constitué de prairies et de cultures</p> 
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?			Le PLU prévoit le classement en zones naturelles des espaces boisés.
Complétez si nécessaire			

#### 4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		Non	Non concerné
Un parc naturel national ou régional ?		Non	Non concerné
Une réserve naturelle nationale ?		Non	Non concerné
Un espace naturel sensible ?		Non	Non concerné
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		Non	Non concerné
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		Non	Non concerné
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?	oui		Oui la commune est concernée par de nombreuses zones humides inventoriées dans le cadre de l'inventaire départemental et dans le cadre de la réalisation du PLU.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? <a href="https://www.eaurmc.fr/">https://www.eaurmc.fr/</a> <a href="https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html">https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</a>	oui		La Brévenne (zone aval de la commune) et le ruisseau de Lafay sont identifiés en liste 1.



### 4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?

Oui

Non

Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

<http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html>

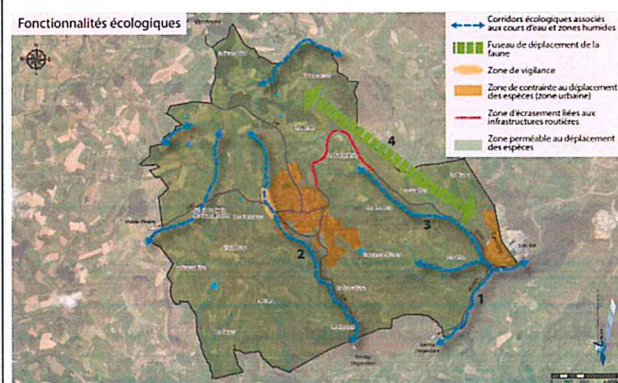
Compléter si nécessaire

### 4.4 Continuités écologiques

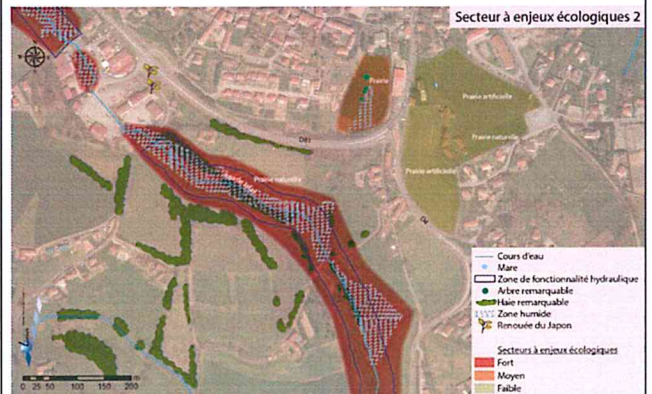
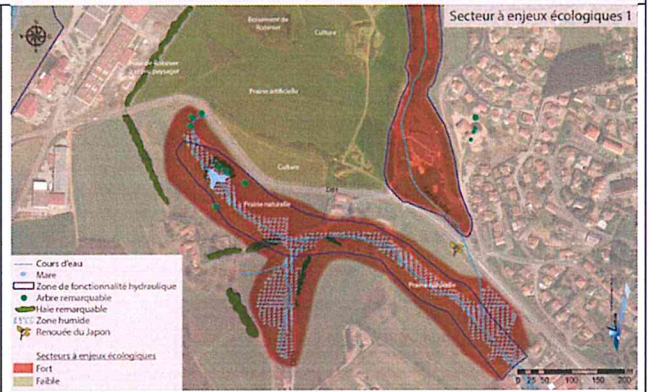
Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?

Oui

Analyse réalisée par le SCoT. Cette analyse a été affinée dans le cadre du PLU :



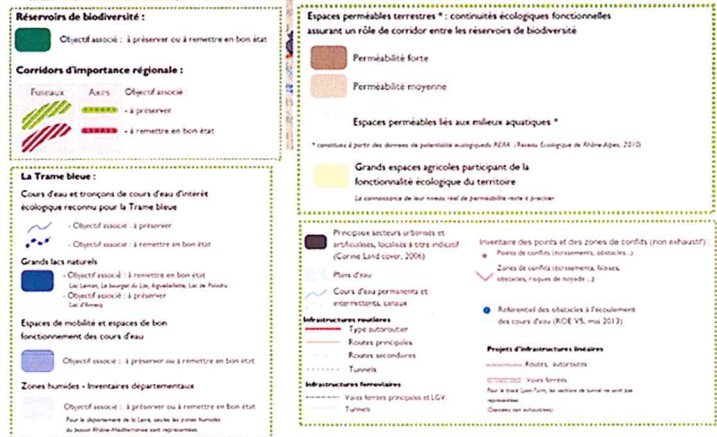
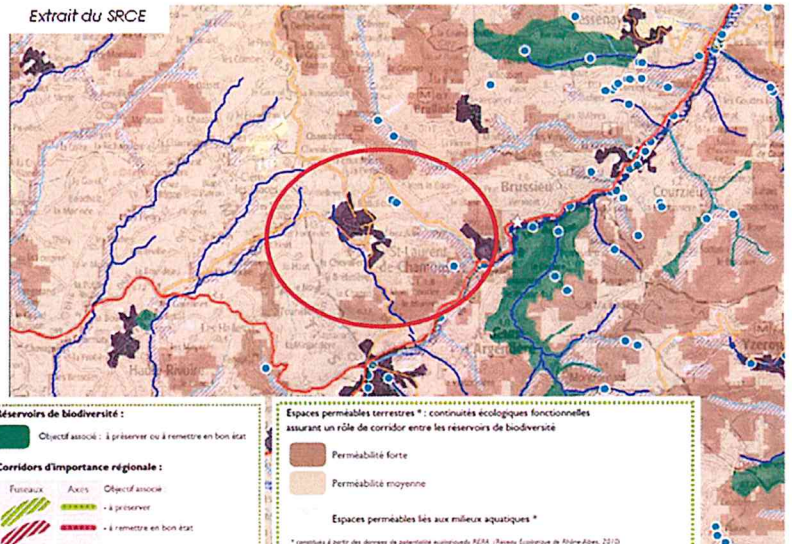
## 4.4 Continuités écologiques





Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles

Extrait du SRCE



Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?  
[http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal\\_nature\\_paysage\\_r82.map](http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map)

#### 4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? <a href="http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	oui		<ul style="list-style-type: none"> <li>Château de Chamousset : classé</li> <li>Porte de Brullioles XVI<sup>e</sup> siècle : classée</li> </ul>
Site inscrit ou projet de site inscrit ? <a href="http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		non	Patrimoine non classé :
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		non	<ul style="list-style-type: none"> <li>Château de la Bourdelière :</li> <li>Château de la Charmeriaie à la Batie</li> <li>Chapelle de Saint-Bonnet :</li> <li>Eglise de Saint-Laurent-de-Chamousset</li> <li>Mairie de St-Laurent-de-Chamousset</li> </ul>
Éléments majeurs du patrimoine ? <a href="http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/">http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</a>	oui		Petit patrimoine
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		non	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lavoir</li> <li>La bascule</li> <li>Les croix de chemin</li> </ul>
Complétez si nécessaire			

#### 4.6 Ressource en eau

##### Captages

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	Oui		La commune est concernée par le périmètre de protection de captage éloigné des captages du Martinet situés sur la commune de Savigny
Autres captages prioritaires ?		Non	

##### Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales

Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	Oui		Ressource sécurisée via les interconnexions avec le Syndicat mixte de production Saône Turdine et le Syndicat Mixte de production Rhône Sud
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? <a href="http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/">http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</a>	Oui		
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	Oui		Dispositions dans le règlement du PLU visant à gérer les eaux pluviales

#### 4.7 Sols et sous-sol

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? <a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php</a>		Non	18 sites recensés sur la base CASIAS et aucun site dans la base d'information de l'administration concernant des pollutions suspectées ou avérées (ex-Basol)
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? <a href="http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=">http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=</a>	Oui		
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	Oui		Commune concernée par la présence de la carrière de La Patte, à cheval sur la commune de Brussieu. Pas d'extension envisagée.

Complétez si nécessaire



4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	Oui		<u>Risque inondation</u> (PPRI Brèvenne Turdine)
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		<u>Risques géologiques</u> : étudiés par la commune en 2020
Nuisances ?	Oui		<u>Nuisances sonores</u> : route départementale 538 classée en catégorie 3 (zone de bruit de 100m de part et d'autre de la voie) – ligne TGV classée en catégorie 1 (largeur du secteur affecté : 300 m de part et d'autre de la voie).  <u>Exposition aux champs électromagnétiques</u> : 2 lignes de transport d'électricité à très hautes tensions : ligne 400kV Le Chaffard-Coulange1 et ligne 400kV Beaumont-Monteux – Coulange2 (Servitude d'Utilité Publique).  Les zones identifiées ne concernent pas d'espaces urbains
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Par arrêté préfectoral du 2 juin 2009, la RD 389 est classée en catégorie 3 (largeur 100 mètres) et 4 (largeur 30 mètres) sur la commune de Saint-Laurent-de-Chamousset
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	Oui		La commune est desservie par une ligne régulière, la 142. Elle relie Lyon-Gorge de loup à l'Argentière (Aveize) en passant notamment par Sainte-Foy-l'Argentière et l'Arbresle (tram-train).  17 autres lignes de bus appelées « ligne fréquence » ont des arrêts sur la commune. Elles sont à destination des écoles (primaire et collège), mais peuvent aussi être utilisées par les clients non scolaires. Elles circulent du lundi au vendredi, sauf pendant les périodes de congés scolaires
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?  Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		Non	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?	OUI		Projet privé de photovoltaïque au sol
Complétez si nécessaire			

## 5. Annexes (rappel)


Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> PADD joint
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input checked="" type="checkbox"/> Le règlement graphique et le règlement écrit sont joints
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/> Zonage joint
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	Non concerné
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution partielles	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	Non concerné
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Rapport de présentation, PADD et OAP sont joints

## 6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<p>Date : 19/01/2022</p> <p>Lieu : SAINT LAURENT de CHAMOUSSET</p>	<p>NOM :</p> <p><i>Le Bavec, P. Loubette</i></p> 
--	---



## ANNEXE 1

## Contacts

<b>Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier</b> <b>Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Laurence Forel Cabinet Latitude 86 route du Fiatet 69210 SAIN BEL Tél : 04 74 01 21 46 / 06 22 53 20 79 Courriel : lf@latitude-uep.com
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Commune de Saint Laurent de Chamousset 72 rue de Lyon 69930 Saint Laurent de Chamousset Tél : 04-74-70-50-19 Courriel : mairie@saintlaurentdechamousset.fr



République Française – Département du Rhône  
**SAINT LAURENT de CHAMOUSSET**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
 N°32-2015

**SEANCE du 30 avril 2015**

Date de convocation du Conseil Municipal : 27 avril 2015

Compte rendu affiché le 5 mai 2015

Nombre de conseillers municipaux en exercice le jour de la séance : 19

Président : Monsieur Pierre VARLIETTE, Maire

Secrétaire élu : Monsieur Yvan SIMON

Membres présents : P. VARLIETTE, Y. SIMON, Y. BRETONNIER, C. BOUCHUT, I. LOTISSIER, P. FRENAY, L. YVOREL, O. VERMARE, L. CARRET, M. LOTISSIER, S. BOINON, A. GIRAUD, S. SIMONDAN, V. BERTHOLON (arrivée à 21h13), A. BOURGEOIS, R. GOUBIER, T. LOISON,

Membres excusés : S. DORIMOND-PEREIRA, F. BONNET.

**Objet : MISE EN REVISION DU PLAN D'OCCUPATION des SOLS  
 ET ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123.6 et suivants et L300.2*

Monsieur le Maire rappelle la délibération en date du 18 décembre 2014 et expose au Conseil Municipal la nécessité de compléter cette dernière. Même le POS a répondu de longues années aux attentes en matière de planification urbaine, il est désormais nécessaire que la commune se dote d'un plan local d'urbanisme afin de répondre aux attentes suivantes :

***S'ADAPTER à l'évolution générale de la commune,***

***FAVORISER la protection et la valorisation du cadre de vie ainsi que des espaces naturels et agricoles,***

***PRESERVER les espaces agricoles, maîtriser et optimiser les surface foncières par une planification rigoureuse,***

***ASSURER un équilibre entre les diverses activités de la commune : agriculture, industrie, tourisme, commerce et artisanat, loisirs...***

***DEVELOPPER une densification et réhabilitation du bâti existant,***

***DYNAMISER et mettre en valeur le bourg,***

***ORGANISER l'espace communal afin de créer des lieux de vie de qualité pour toutes les tranches d'âge de la population,***

***PRENDRE en compte les évolutions législatives récentes,***

***ASSURER l'adéquation entre le développement du territoire communal et les objectifs du grenelle de l'environnement et les programmes de développement durable,***

***INTEGRER le SCOT des Monts du Lyonnais et notamment la qualité de centre-bourg donnée à la commune.***





République Française – Département du Rhône  
**SAINT LAURENT de CHAMOUSSET**

*EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL*  
*N°32-2015 (suite)*

*Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :*

**DE PRESCRIRE** l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme et ce en vue de répondre aux objectifs définis par Monsieur le Maire en exposé.

**DE CHARGER** la commission municipale d'urbanisme, composée comme suit : Monsieur Pierre Varliette, Maire et Président, Messieurs Yvan Simon, Patrick Frenay, Roger Goubier, Thierry Loison, Alain Giraud, et Madame Odile Vermare membres, du suivi de l'étude du plan local d'urbanisme,

**DE DONNER AUTORISATION** au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;

**DE SOLICITER** l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

**QUE** les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme sont inscrits au budget de l'exercice 2015 à l'article 205.

**DE MENER** la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-10, R 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques,

**DE FIXER** les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante:

Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,

Articles dans le bulletin municipal,

Réunion avec les associations et les groupes économiques,

Réunion publique avec la population,

Exposition publique avant que le PLU ne soit arrêté,

Dossier disponible en mairie.

Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,

Possibilité d'écrire au maire,

Des permanences seront tenues en mairie par M. le Maire, l'adjoint délégué à l'urbanisme ou des techniciens dans la période de un mois précédent

« l'arrêt du projet de PLU » par le conseil municipal,

Des réunions publiques seront organisées,



République Française – Département du Rhône  
**SAINT LAURENT de CHAMOUSSET**

*EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL*  
*N°32-2015 (ter)*

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire. Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PL et à l'issue de cette concertation, Monsieur le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

**DE CHARGER** Monsieur le Maire de la transmission de la présente délibération à Monsieur le Préfet, et de la notification :

- aux présidents du conseil régional et du conseil général,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
- au président de l'établissement public de gestion du schéma de cohérence territoriale (SIMOLY)
- à l'autorité compétente en matière des transports urbains (SYTRAL)
- à l'autorité compétente en matière de programme local de l'habitat (Communauté de Communes Chamousset en Lyonnais),
- aux maires des communes suivantes : Haute-Rivoire, Longessaigne, Saint Clément les Places, Brussieu, Brullioles, Saint Genis l'Argentière, Les Halles, Souzy,

*Conformément à l'article R 123-24 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.*

*Visa Prefecture du 12/09/2015*

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
 Au registre sont les signatures.

Le Maire,

Pierre VARLIETTE







## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N°40-2019

**Séance du 16 mai 2019.**

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 mai 2019.

Compte rendu affiché le 20 mai 2019.

Nombre de conseillers municipaux en exercice le jour de la séance : 18

Président : Monsieur Pierre VARLIETTE, Maire

Secrétaire élu : Monsieur Yvan SIMON

Membres présents : P. VARLIETTE, Y. SIMON, Y. BRETONNIER, C. BOUCHUT, I. LOTISSIER, L. CARRET, O. VERMARE, S. BOINON, A. BOURGEOIS, M. LOTISSIER, R. MAZARD, A. GIRAUD, T. LOISON, L. YVOREL, S. SIMONDAN

Membres excusés : V. BERTHOLON (Pouvoir à Anne BOURGEOIS), Séverine DORIMOND-PEREIRA (Pouvoir à S. SIMONDAN), F. BONNET.

### **OBJET : Complément et précision de la délibération n°32-2015 de mise en révision du POS et élaboration du PLU.**

Il présente une délibération portant complément de la délibération n°32-2015 afin de préciser les objectifs de la révision.

Concernant l'habitat, la révision du PLU a pour objectif de :

- S'inscrire dans les solidarités territoriales en diversifiant l'offre en logements pour permettre de maintenir sur la commune une mixité sociale, générationnelle en particulier par l'accueil de jeunes ménages et par l'accompagnement des besoins liés au vieillissement. Ainsi une diversification des typologies de logements est recherchée afin de faciliter les parcours résidentiels.
- Adapter la dynamique de construction pour répondre aux besoins des ménages et augmenter le parc de logements tout en tenant compte des contraintes liées aux risques, aux sensibilités paysagères, et naturelles et aux capacités de la commune à accompagner le développement en termes d'équipements, réseaux, voiries etc.
- Dimensionner l'ensemble des zones d'urbanisation pour ces besoins et prévoir selon les secteurs, leur densification en fonction la capacité des sites à recevoir cette densification, selon plusieurs critères dont les principaux sont :
  - Leur localisation vis à vis des équipements et des services,
  - des capacités des infrastructures et réseaux publics,
  - Les sensibilités environnementales (milieu naturel et paysage) et activités en place (agriculture...).





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N°40-2019

Les secteurs prioritaires de développement (non exclusifs à termes d'autres secteurs) sont actuellement principalement axés autour du pôle d'équipements de Chirat.

- Répondre aux besoins en matière d'équilibre de l'habitat en favorisant une offre diversifiée de logements à la fois dans ses formes (collectif, intermédiaire, individuel) et dans ses statuts d'occupation (accession, location).
- Faciliter la reconquête du parc ancien en particulier dans le centre historique. Cette reconquête doit s'inscrire dans une qualité résidentielle. Pour cela il pourra être mis en œuvre des opérations de renouvellement urbain (démolition/reconstruction) d'îlots de façon à produire des logements neufs de qualité et d'impulser une nouvelle dynamique.

Concernant l'économie du territoire, la révision du PLU a pour objectifs de :

- Promouvoir un dynamisme et une diversité économique, source de richesses et d'emplois, en équilibre avec le développement démographique. Saint Laurent de Chamousset étant un bourg centre à l'échelle du SCOT des Monts du Lyonnais, elle doit pouvoir poursuivre le développement de l'emploi local contribuant à la maîtrise des déplacements pendulaires vers d'autres pôles d'emplois (agglomération lyonnaise et stéphanoise).
- Favoriser l'évolution et la diversification des sites d'accueil économiques. Les ZAE existantes sont des secteurs privilégiés pour favoriser ce développement par extension, densification renouvellement. L'extension de la ZAE de la Croix Grand Borne sera réalisée prioritairement par rapport à celle de Grange Thival, les enjeux écologiques étant plus faible sur ce site.
- Les entreprises présentes sur la commune hors zone d'activités devront aussi pouvoir trouver sur le territoire communal, les possibilités d'évoluer,
- Maintenir et renforcer l'attractivité et le dynamisme des différents pôles de commerces et de services présents sur le territoire communal et plus particulièrement celui du centre. La centralité commerciale est une priorité, les linéaires commerçants sont à préserver et à valoriser.
- Favoriser le développement touristique en facilitant le développement des activités touristiques de toute nature.
- Veiller à la préservation de l'activité agricole sur le territoire communal : cette activité constitue une richesse économique. Il s'agit de créer des conditions favorables au maintien de ses capacités de production.

Concernant le cadre de vie, la révision du PLU a pour objectifs de :

- Poursuivre les opérations de valorisation de l'espace urbain notamment :
  - Par la valorisation du centre-ville dans toutes ses fonctions (commerces, services, équipements, activités de proximité, habitat, espaces publics...). La commune a étudié dans le cadre de l'étude « Horizon 2025 » différentes possibilités de réaménagement du centre (circulations, espaces publics ...). Les orientations découlant de cette étude seront à traduire dans le PLU quand elles entrent dans son champ réglementaire.
  - En facilitant l'implantation de nouveaux équipements sur le territoire communal. Les premiers besoins pressentis non exclusifs d'autres équipements concernent la réhabilitation de l'hôpital et de sa possible extension, ainsi que de l'accueil d'un lycée.
  - En facilitant aussi les évolutions (extensions, restructurations de l'ensemble des équipements existants).





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
N°40-2019

- Veiller au maintien des qualités paysagères des quartiers constitués en évitant une surdensification des quartiers pavillonnaires présentant une cohérence paysagère ;
- Préserver l'écrin verdoyant de la ville : en particulier certaines haies et espaces arborés
- Dans ce même objectif les urbanisations diffuses ne sont pas amenées à se renforcer.

Concernant l'environnement, la révision du PLU a pour objectif de :

- Préciser et prendre en compte les continuités écologiques, notamment celles identifiées dans le cadre du SCOT des Monts du Lyonnais.
- Mettre à jour et hiérarchiser les protections relatives aux boisements en lien avec les enjeux de préservation de la trame verte.
- Prendre en compte les problématiques énergétiques, les nuisances (bruit etc.) et les risques. En particulier, la commune est concernée par le PPRI « Brévenne-Turdine », le PLU recherchera une maîtrise de l'imperméabilisation par l'urbanisation.

Les modalités de concertation

La délibération de prescription du PLU a fixé les modalités de la concertation de la façon suivante :

*Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,*

*Articles dans le bulletin municipal,*

*Réunion avec les associations et les groupes économiques,*

*Réunion publique avec la population,*

*Exposition publique avant que le PLU ne soit arrêté,*

*Dossier disponible en mairie.*

*Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,*

*Possibilité d'écrire au maire,*

*Des permanences seront tenues en mairie par M. le Maire, l'adjoint délégué à l'urbanisme ou des techniciens dans la période de un mois précédent « l'arrêt du projet de PLU » par le conseil municipal,*

*Des réunions publiques seront organisées,*

Ces modalités sont maintenues dans cette définition.

A l'issue de la concertation, le Conseil Municipal de Saint Laurent de Chamousset arrêtera le bilan de la concertation et le présentera au Conseil Municipal qui en délibérera.

***Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité décide :***

- **D'APPROUVER** les précisions des objectifs tels que décrits ci-avant
- **D'APPROUVER** les modalités de concertation rappelées ci-avant de la présente délibération.
- **DE SOUMETTRE** à la concertation de la population, des acteurs locaux et des autres personnes concernées, les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités définies ci-avant
- **DE PRESENTER** le bilan de cette concertation devant le Conseil Municipal qui en délibérera.





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
N°40-2019**

Modalités d'association (Articles L132-7 et suivants du code de l'urbanisme) :

L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'article L. 1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat et les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V du code de l'urbanisme.

Sont également associés, dans les mêmes conditions :

- L'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma
- Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

Modalités de consultation (articles L132-12 et suivants du code de l'urbanisme) :

Sont consultées à leur demande pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme :

1° Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat

2° Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement

3° Les communes limitrophes.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements.

Pour l'élaboration du plan local d'urbanisme, sont, en outre, consultés à leur demande :

1° L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune en charge de l'élaboration du plan est membre, lorsque cet établissement n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme ;

2° Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents ;

3° Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;

4° Les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport ainsi que les associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de déplacements urbains.

***La présente délibération est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme (rénové au 1<sup>er</sup> janvier 2016), en particulier :***

- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- aux Présidents des Chambres de Commerce et d'industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture,
- au Président de l'EPCI chargé du SCOT,
- au Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports Urbains et de Programme Local de Habitat.
- Au président de la communauté de communes.
- Au PNR du Pilat





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
N°40-2019

*A compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.*

*La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois, mention en sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.*

*La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.*

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures.  
Le Maire,

Pierre VARLIETTE

